

RUANDA-URUNDI

Service Pénitentiaire

MAISON
CENTRALE DE DETENTION

Nom : Kagimbugabo, mukudu, umusinga

Origine : coll. Kabaza chef Gasairo

Chefferie : Chef Irabulindi Gor. Irankeri

Poste : Reut. Irankeri

Profession :

N° du R. E. : 1764

N° du R. M. P. : 2316, Rutengeri

N° Dactyl. :

Arrêté, le : 11. 12. 40

Entré, le : 11. 12. 40

Condamné, le :

1/4 de peine :

Sortie, le : Relâché faute de peurs le 16. 12. 40 par L.O. n° 8.

Rapatrié, le :

Expulsé, le :

Décédé, le :

Le Gardien,



A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'A. aut' with a large flourish.

R.M.P. 2316 sub

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent quarante

le onzième jour du mois de décembre

à la requête de nous même

Officier du Ministère Public près le Tribunal Terr. de Ruanda

Nous Vanthier, Daniel

Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de Kagimbungabo, mutaba, umusinga fils de Mulihano et de N. Masoholi, prévenu de vol d'une tête de gros bétail (qualifié) infraction prévue et punie par l'art. 79 et 81 C. P. L. II.

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) le prévenu a été arrêté en même temps que d'autres prévenus, dont son père

(2) Ordonnons que le susdit

Kagimbungabo

sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

(2) Confirmons pour une durée de

la détention préventive ordonnée par le Tribunal de

en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que

Relâché faute de preuves le 16.12.40

V. Vanthier,

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
(2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
(3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.

DÉTENTION PRÉVENTIVE

Mise en liberté provisoire

Ordonnance de 30 août 1924 et décret
du 11 juillet 1923.

L'an mil neuf cent *quarante*
le *onzième jour du mois de décembre*
à la requête de *nous même*
Officier du Ministère Public près le Tribunal *Resit du Ruanda*
Nous *Vanthier Daniel*
Juge du Tribunal

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de *Lagimbaraga, muhaha umuvinga*
prévenu de *vol d'une tête de gorille*
infraction prévue et punie par l'art. *79 et 810 P.L.II*

Vu les articles 39 et 43 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et les articles 33 à 39 du décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que (1) *le prévenu a été arrêté en même temps que d'autres*
prévenus, dont son père

(2) Ordonnons que le susdit *Lagimbaraga*,
sera mis en détention préventive pour une durée de quinze jours.

Rehengeri le 11.12.40
L.O.M. J. Vanthier, D.
V. Vanthier

(2) Confirmons pour une durée de
la détention préventive ordonnée par le Tribunal de
en date du à charge du susdit.

Et vu requête de l'inculpé tendant à obtenir sa mise en liberté provisoire.

Vu l'article 38 du décret du 11 juillet 1923.

(3) Attendu que *Relache faute de preuves le 16.12.40*

L.O.M. J.
V. Vanthier

- (1) Indiquer les raisons graves qui justifient la détention préventive en se référant aux articles 33 et 34 du décret du 11 juillet 1923.
- (2) Biffer une des deux mentions suivant qu'il s'agit d'ordonnance de mise en détention ou d'ordonnance confirmative.
- (3) Indiquer les motifs pour refuser ou accorder la liberté provisoire.

Disons avoir lieu d'accorder au requérant sa mise en liberté provisoire

(1) Fixons à francs le montant du cautionnement
au Greffe du Tribunal comme condition de cette libération.

Disons que la libération n'est accordée qu'à charge par l'inculpé de ne pas entraver l'instruction ou de ne pas occasionner
du scandale par sa conduite, en outre à charge de

En conséquence ordonnons que l'inculpé

(1) sera maintenu en liberté sur production de la quittance de versement du cautionnement.

LE GREFFIER,

LE JUGE,

(1) Biffer la mention inutile.